



VINCENT  
**DEVICTOR**

GOUVERNER LA BIODIVERSITÉ  
ou comment réussir à échouer

**Sciences**  
à nos questions

éditions  
**Quæ**



# Gouverner la biodiversité ou comment réussir à échouer

*Vincent Devictor*

Conférence-débat organisée par le groupe Sciences en  
questions en visioconférence, le 4 décembre 2020.

Éditions Quæ

La collection « Sciences en questions » accueille des textes traitant de questions d'ordre philosophique, épistémologique, anthropologique, sociologique ou éthique, relatives aux sciences et à l'activité scientifique.

Directeurs de collection : Raphaël Larrère, Catherine Donnars.

Le groupe de travail Sciences en questions a été constitué à l'Inra en 1994 — devenu INRAE — à l'initiative des services chargés de la formation et de la communication. Son objectif est de favoriser une réflexion critique sur la recherche par des contributions propres à éclairer, sous une forme accessible et attrayante, les questions philosophiques, sociologiques et épistémologiques relatives à l'activité scientifique.

Texte revu avec la collaboration de Marie-Noëlle Heinrich et Danièle Magda.

Retrouvez nos ouvrages parus dans la même collection sur <https://www.quae.com/collection/14/sciences-en-questions>.

© éditions Quæ, 2021

ISBN imprimé : 978-2-7592-3438-7

ISBN PDF : 978-2-7592-3439-4

ISBN epub : 978-2-7592-3440-0

Éditions Quæ

RD 10

78026 Versailles Cedex

[www.quae.com](http://www.quae.com)

[www.quae-open.com](http://www.quae-open.com)

Les versions électroniques de cet ouvrage sont diffusées sous licence Creative Commons CC-by-NC-ND 4.0.



Pour toutes questions, remarques ou suggestions : [quae-numerique@quae.fr](mailto:quae-numerique@quae.fr).

# Table des matières

<b>Préface.....</b>	<b>5</b>
<b>Gouverner la biodiversité ou comment réussir à échouer ...</b>	<b>9</b>
Introduction.....	9
L’ultra solution à la crise de la biodiversité .....	12
Se perdre en transitions .....	14
La dépolitisation de la crise de la biodiversité.....	18
Du conflit ouvert à l’absence de responsables.....	19
La gouvernementalité du vivant par les nombres .....	29
L’invention d’une politique sans biodiversité .....	32
Trier le vivant.....	35
Fonctionnaliser le vivant.....	38
Substituer le vivant .....	45
Les résistances écologiques et politiques au régime de destruction .....	49
S’embarrasser des corps et des liens.....	50
Questionner le cap.....	55
Conclusion .....	58
<b>Discussion .....</b>	<b>63</b>
<b>Références bibliographiques .....</b>	<b>73</b>



# Préface

Depuis quelques temps nous avons l'intention de poursuivre la réflexion sur les *big data* que nous avons entamée avec la conférence de Bruno Strasser. Plus précisément, nous voulions examiner en quoi le développement des grands programmes de prise en compte de la biodiversité modifie les pratiques de recherche en écologie. Le *Global Biodiversity Information Facility* issu du Forum Mégascience et l'*International Geosphere-Biosphere Program* (IGPB) permettent-ils de prendre la mesure de l'érosion de la biodiversité et de ses conséquences fonctionnelles ? Peuvent-ils aider à contrecarrer cette érosion et dans quelles limites ? Se poser de telles questions nous semblait d'autant plus judicieux que la fusion de l'Inra et de l'Irstea a renforcé la communauté des spécialités relevant de l'écologie dans INRAE.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous t'avons invité, Vincent, à faire une conférence qui sera suivie d'un ouvrage. Tu présentes en effet l'avantage d'associer une compétence manifeste en philosophie des sciences et des techniques, à une compétence plus ancienne et internationalement reconnue en écologie.

À l'issue d'une classe préparatoire au lycée Henri IV à Paris, tu t'es lancé dans un cursus d'écologie à l'université Paris VI. Cela t'a conduit à soutenir, en 2005, une thèse sous la direction de Denis Couvet et Frédéric Jiguet. Elle portait sur *La nature ordinaire face aux perturbations anthropiques*. Dès ce travail tu as focalisé ton attention sur l'érosion des effectifs d'oiseaux communs et des populations d'insectes dont ils dépendent.

Après deux années d'ATER à Paris et une de post-doctorat à Oxford, tu es devenu chargé de recherche au CNRS en 2009, intégrant alors l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier. Grâce à une abondante production d'articles dans

des revues internationales et à tes collaborations européennes, tu es devenu éditeur en chef de la revue *Biological Conservation*. Après avoir soutenu une HDR en 2014, tu accèdes, à 42 ans, au statut de directeur de recherche en 2018. Voici donc une belle carrière en écologie !

Tu t'étais déjà convaincu que, se préoccuper de la biodiversité suppose de se soucier des espèces communes dont le déclin des effectifs s'accélère depuis quelques décennies. Il fallait donc aller au-delà d'une protection de la nature qui s'était focalisée jusqu'alors sur les parcs, les réserves et les espèces dont les populations sont en voie d'extinction. Cela t'a conduit à te soucier de la nature que les hommes côtoient au quotidien, mettent en valeur et souvent altèrent ou détruisent, que ce soit dans les campagnes intensivement cultivées ou dans les espaces urbains et périurbains. La nature ordinaire qu'oubliait plus ou moins la politique de protection. Or, les travaux que tu as menés dans ce domaine ne te satisfaisaient pas vraiment. Décrivant les symptômes du mal, ils ne permettaient ni d'en comprendre les causes enchevêtrées, ni de savoir ce qu'il conviendrait de faire pour changer de trajectoire. Tu aurais aimé appréhender tous les aspects de l'érosion de la biodiversité, tant au niveau local que global. Et voilà comment trois ans après avoir intégré le CNRS comme écologue, tu entames des études de philosophie. À l'issue de ton master 2, tu rencontres Claude Gautier qui enseigne la philosophie à Montpellier et qui te décide à engager un travail de thèse, sous la direction de Bernadette Bensaude-Vincent, portant sur les technosciences promues par les programmes internationaux qui ont alimenté depuis lors les expertises de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Cela te conduira à suivre les activités du Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques (CETCOPRA) de l'université Paris I en faisant des allers-retours entre Montpellier et Paris. Enfin, en 2018 (juste après avoir été promu DR), tu soutiens une thèse de philosophie intitulée : *La prise en charge technoscientifique de la biodiversité*. C'est à cette occasion que j'ai fait ta connaissance, en tant que membre du jury. Auparavant j'avais lu *Nature en crise – penser la biodiversité*, ouvrage paru en 2015, et un

article intitulé « La quantification de l'anthropocène, une stratégie sans stratège » paru dans l'ouvrage collectif *Penser l'anthropocène* sous la direction de Rémi Beau et Catherine Larrère.

Pour interpréter la prise en charge technoscientifique d'une biodiversité en crise, tu as transposé de façon convaincante les thèses de Michel Foucault sur la biopolitique. Tu y décortiques de façon précise les dispositifs scientifiques et politiques qui entendent comptabiliser l'érosion de la biodiversité, la traduire en intérêts, mettre enfin en balance ses pertes et ses gains. On saisit ainsi, dans la présentation de la prise en compte de la biodiversité, que l'inventaire global sous forme de *big data*, en concevant la diversité biologique comme un stock d'espèces, néglige les interactions qu'elles entretiennent dans les milieux qu'elles fréquentent, imposant une logique comptable sans rapport avec les dynamiques naturelles. Ces *big data* sont sans doute de nature à alerter les pouvoirs publics de tous les pays sur la gravité de la situation et sont de ce fait censés fournir des indicateurs chiffrés au niveau mondial comme aide à la décision. Or, le niveau mondial est celui où n'existe justement aucune instance politique capable d'élaborer démocratiquement des décisions et d'imposer qu'elles soient suivies d'effets. Tout se passe comme si les scientifiques étaient conduits à construire des outils d'aide à la décision, non seulement sans grande pertinence écologique, mais qui s'adressent en outre au niveau où rien ne peut vraiment être décidé. L'impression que la « grande stratégie sans stratège » qui prétend rendre la biodiversité gouvernable n'aboutit qu'à préserver le *business as usual*, est confortée par l'analyse que tu fais de la façon dont les programmes ultérieurs poursuivent la logique comptable de la description de la biodiversité jusqu'à adopter une logique économique. D'une part, il s'agit de traduire la biodiversité en intérêts par le biais des services écosystémiques qu'elle rend possibles, services dont on s'efforce d'évaluer la valeur économique alors qu'ils sont fournis gratuitement aux sociétés. D'autre part, des méthodes invitant à compenser les destructions locales de biodiversité par des opérations de réparation écologique — au prix de bidouillages prétendant permettre d'autoriser des destructions ici si elles sont compensées par des

améliorations ailleurs de sorte qu'il n'y ait pas de perte globale de biodiversité, ce qui n'a pas de sens écologique.

Pour reconforter le lecteur, tu as achevé ta thèse en expliquant pourquoi et comment la nature est récalcitrante : ses dynamiques ne peuvent être appréhendées par les *big data* ; ce n'est pas pour nous rendre service que les abeilles pollinisent les fleurs et que les forêts limitent l'érosion, et, contrairement à ce que pourrait faire croire le dispositif de compensation, il ne saurait y avoir d'équivalence entre les pertes et les gains de biodiversité. C'est pourquoi les scientifiques qui étudient la biodiversité *in situ* et les militants qui la protègent peuvent en dépit des dispositifs de pouvoir mis en œuvre, conserver des marges de liberté et de créativité. C'est au niveau local que ça résiste, et au niveau global que l'on est impuissant.

Depuis cette thèse tu t'es engagé à mener de front une contribution aux recherches en écologie et une réflexion philosophique sur tes travaux et ceux de tes collègues. D'ailleurs sur les quatre thèses que tu diriges, deux le sont en collaboration avec Virginie Maris.

C'est pour avoir trouvé ta thèse remarquable que j'ai suggéré à mes collègues de Sciences en questions de t'inviter à faire une conférence sur l'impossibilité d'une gestion globale de la biodiversité. Avec le livre qui s'ensuit, tu es en compagnie de Bernadette Bensaude-Vincent et de Virginie Maris dont nous avons déjà publié un ouvrage.

En déplorant qu'un malin virus nous ait obligé de tenir cette conférence en visioconférence, ce qui est toujours frustrant pour les orateurs comme pour leurs auditeurs, je te laisse la parole.

*Raphaël Larrère,  
co-directeur de la collection « Sciences en questions »*

# Gouverner la biodiversité ou comment réussir à échouer

## Introduction

Pourquoi ce gouffre entre, d'une part, le savoir scientifique qui alerte et quantifie depuis près d'un siècle les causes et les conséquences de la dégradation de l'état écologique de la planète et, d'autre part, l'action politique qui semble seulement capable de multiplier des sommets, de constater, de promettre, mais ne rien pouvoir infléchir ? Quel modèle politique peut-il aujourd'hui prétendre enrayer la perte de biodiversité ? Pourquoi tant de rapports sur l'état dégradé de la biodiversité et tant de reports des politiques ambitieuses de sa protection ? Pourquoi la transition écologique semble-t-elle être conçue pour durer éternellement ?

En somme, pourquoi réussissons-nous à échouer avec autant de brio en matière de politique écologique ?

L'étonnement est le sentiment qui gagne l'écologue qui se consacre à l'étude de l'impact des activités humaines sur la biodiversité. Étonnement provoqué par le décalage entre ce que l'on sait et ce que l'on fait en matière de protection de la nature. Décalage entre connaissance scientifique et réaction politique à cette connaissance ou entre savoir et pouvoir ou peut-être savoir et vouloir.

L'érosion de la biodiversité mondiale s'amplifie. Les scientifiques utilisent les qualificatifs extrêmement inquiétants de « défaunation » et « d'annihilation » pour caractériser cette situation inédite. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 2021, quant à lui, annonce un avenir « apocalyptique » en 2030 si la température augmente de 1,5 °C. Nous sommes acteurs et

témoins de l'accumulation d'un savoir de plus en plus précis sur l'ampleur de la crise écologique et la diversité de ses manifestations. Il y a accumulation et sur-confirimation par des synthèses scientifiques qui se déclinent au niveau national, européen ou mondial des liens causaux entre les activités anthropiques et l'érosion de la biodiversité, impliquant directement l'intensification des pratiques agricoles, la destruction des habitats et le changement climatique. Une forme de convergence des enjeux se profile. La crise de la biodiversité semble être l'une des variations d'un problème plus général qui englobe le changement climatique, les maladies émergentes, les pollutions mais aussi l'apparition de nouvelles formes d'injustices environnementales et d'inégalités entre pays ou entre personnes.

La sphère politique semble en revanche spectatrice de ce funeste destin de la diversité biologique. Le dernier exemple de cette manifestation d'impuissance est la réunion à l'ONU en octobre 2020, de 150 dirigeants mondiaux qui « affichent », selon leur propre terme, leurs ambitions pour la biodiversité. « L'humanité est en guerre contre la nature » constate le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui a ouvert ce nouveau sommet sur la biodiversité, et qui appelle à « changer de cap », mentionnant au passage le lien entre crise écologique et maladies émergentes. Une guerre qu'Emmanuel Macron avait déclarée quelques mois plus tôt contre un certain virus.

Il n'y a pas seulement une ambition affichée, mais une surenchère de promesses qui saturent le discours politique en matière de biodiversité. À deux jours du sommet, 60 dirigeants — parmi lesquels figurent le président français, Emmanuel Macron, la chancelière allemande, Angela Merkel, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen — se sont accordés sur une liste de promesses et d'agendas ambitieux de transition écologique, de fin de l'érosion de la biodiversité, de ralentissement du réchauffement, en employant des « solutions basées sur la nature ». La France avait proposé « l'arrêt du déclin de la biodiversité en 2010 ». Et nous pourrions ajouter les formules qui font figures de slogans comme « le zéro artificialisation nette » promis par Emmanuel